

Ligue Djiboutienne des Droits Humains (LDDH)

BALBALA Cité Hayableh lot 59
E-mail : Omarewado40@gmail.com
Téléphone 0025321361776

Contribution de la LDDH à l'E.P.U. du Conseil des Droits de l'Homme (9 Novembre 2023)

La République de Djibouti est un petit pays de la Corne d'Afrique de moins d'un million .
Le pays est dirigé depuis 45 ans par la famille du Premier Président à qui a succédé son neveu qui fut aussi le Chef de Sécurité IOG.
Ce dernier a brigué un 5e mandat le 09 Avril 2021. C'est un régime qui refuse l'alternance par les urnes.

1-Arrestations, détentions, exécutions extrajudiciaires

Le 30 Juillet 2018, lors d'une opération de ratissage de l'Armée dans l'arrière pays du district d'OBOCK, IBRAHIM BAKAREH HOUMED, jeune berger a été exécuté par les forces gouvernementales.

Le 18 Septembre 2018, ont été arrêtés à YOBOKI :

IBRAHIM ORBISS
QUNXA MOUSSA
LIUBACK MOHAMED
OBAKAR ALI
HASSAN MOUSSA
MOHAMED WALEH
ADEN MOUSSA
HASSAN MOHAMED

Il a été reproché à ces jeunes d'avoir osé réclamer du travail a la Société Chinoise opérant dans la région.

Le 20 Octobre 2018

5 hauts responsables du Model (parti d'opposition) dont le Président de ce parti ont été arrêtés.

Le 18 Octobre 2018, la police a effectué une descente chez le Président de ce parti : Mr ISMAEL

AHMED WABERI , les responsables arrêtés sont :

ISMAEL AHMED WABERI Président

SAADA AHMED HOUSSEIN 1er Vice Président

MOUSSA HOUSSEIN HADI 2e Vice Président

KADAR ABDI IBRAHIM SG

YACIN ABDILLAHI BOULALEH Membre du Conseil National

Le 3 Novembre 2018

Un jeune activiste de la jeunesse du RADDE a été arrêté par le SDS

Le 5 Janvier 2019

Deux notables du clan YONIS MOUSSA, ont été arrêtés pour avoir demandé que justice soit faite pour le massacre de BOULJOUQO perpétré par les forces gouvernementales le 21 Décembre 2015

Il s'agit de :

ABDOURAHMAN MOUSSA DABAR

OMAR ROBLEH IGAL

Le 12 Avril 2019

A OBOCK, un jeune activiste MOHAMED HOUMED GANITO a été arrêté pour avoir dénoncé le blocus alimentaire dont sont victimes les OBOCKOIS.

En outre, dans le cadre de l'appauvrissement des nomades les militaires ont confisqué 8 dromadaires dont ils ont abattu 2 pour leur propre consommation.

Les propriétaires de chameaux ont été aussitôt arrêté et placés en détention.

Dans la nuit du 11 au 12 Avril 2019, les militaires de DIKHIL ont tiré des balles réelles sur une voiture civile faisant des blessés.

Le 16 Avril 2019, à la suite d'une manifestation des jeunes demandeurs d'emploi ont été arrêtés et placés en détention à NAGAD.

Le 25 Octobre 2019,

L'enseignante OUMALKHAIRE ROBLEH FARAH, professeur de philosophie a été condamnée à 3 mois de sursis pour avoir soutenu ses collègues incarcérés à GABODE.

Le 4 Novembre 2019, HOUMED KAKO HOUMED a été arrêté par des hommes armés et placé en détention par le SDS.

YONIS OSMAN BOGOREH a été arrêté de nouveau après 4 jours de sa libération de sa première détention.

Le 5 Novembre, 7 civils non identifiés ont été arrêtés dans le Mont Goda et transférés en catimini à Djibouti par voie maritime pour être incarcérés à la Prison de GABODE.

Le 17 Février 2020, à MOULOUUD (sous préfecture de DIKHIL), MOUMIN WABERI MIGUIL a été agressé après avoir critiqué le RPP par 3 individus engagés par un responsable du Parti au Pouvoir RPP.

Le 3 Mars 2020, HASSAN MOHAMED HASSAN alias DILLEITA TOURAB a été arrêté et mis en détention par le SDS puis placé à la prison de GABODE.

le 18 Mars 2020, l'activiste HOUSSEIN MOHAMED HOUMED a été arrêté et placé en détention préventive.

Le 10 Avril 2020, le lieutenant FOUAD YOUSOUF ALI, en fuite en ETHIOPIE a été arrêté par la Police Éthiopienne et puis il a été extradé à Djibouti.

Le 27 Avril 2020, 10 jeunes OBOCKOIS ayant dénoncé les détournements du Centrale Électrique d'OBCOK ont été arrêtés :

AHMED MOHAMED HOUMED

ALI HASSAN DAGUEH
BARKAT MOUSSA
DARILEH ABARDA
KAID OMAR AMAN
MOHAMED ALI DATO
BOURHAN AWALO
AHMED ALI HAROUN
OMAR HASSAN ANGADO
MOHAMED ABDALLAH

2-Libertés d'expression

Le 4 Mai 2020, ont été arrêtés et mis en détention ALI AHMED CHEIKH et CHARMARKEH SAID DARAR.

Le 27 Mai 2020, les proches du lieutenant FOUAD YOUSOUF ALI ont été arrêtés par la police. Il s'agit de :

DEKA HASSAN (mère de FOUAD)
SAMIRA DJAMA (épouse de Fouad)
FILSAN FOUAD (fille mineure de Fouad)
YACIN YOUSOUF (frère de Fouad)

Le 5 Juin 2020, les proches de Fouad Youssouf ont été arrêtés et placés en détention.

Il s'agit de :

FILSAN FOUAD YOUSOUF
MANE ALI FARAH
WASIRA ABDOURAHMAN
CHOUKRI ALI ARAB
HALGAN OMAR DEGAL
LOUKMAN ALI FARAH
DOUHOUR ABDOURAHMAN

Le 6 Juin 2020, une manifestation à Ali Sabieh pour réclamer la libération du lieutenant FOUAD a été dispersée par la Police qui a usé de la force. L'on déplore 9 blessés par balles réelles ou par balles caoutchouc.

Toujours à Ali Sabieh, il y a eu l'arrestation de 18 femmes.

Le 14 Août 2020, arrestation de IBRAHIM OMAR ALI par la Gendarmerie pour avoir dénoncé le pillage des ressources halieutiques dans les eaux maritimes de la région D'OBOCK.

Plusieurs activistes des réseaux sociaux sont arrêtés pour avoir affiché leur opposition au 5e Mandat Présidentiel

Le 2 Octobre 2020, arrestation de MOUNA CHALANA pour avoir dénoncé le coût exorbitant de l'EDD.

Le 5 Novembre 2020, une quinzaine de civils de GALAFI (District de DIKHIL) ont été arrêtés, puis placés en détention dans la caserne militaire de YOBOKI et enfin transférés à la Prison de GABODE.

Le 10 Novembre 2020, ont été arrêtés toujours dans le secteur de YOBOKI

IYYILEH OUDA
HOUMED WALLO
MOHAMED HELAF

HELAF MOHAMED HOUMED puis transférés à Djibouti pour mis en détention à la Prison de GABODE. Ces personnes sont accusées de connivence avec la Résistance du FRUD
Le 19 Janvier 2021, arrestation de MOUSSA EBILEH et de son fils MOHAMED pour leurs liens supposé avec le FRUD.

Le 28 Janvier 2021

TADJOURAH

A la suite d'une attaque de la Brigade de Gendarmerie par le FRUD, les proches des éléments du FRUD ont été arrêtés. Il s'agit de :

ABDO YOUSOUF AHMED

ABDO DAHELO ABDALLAH

HASSAN MOHAMED ROBLEH

IBRAHIM MOHAMED ROBLEH

Leur seul tort est qu'ils ont des frères ou cousins dans la Résistance du FRUD.

Ali Sabieh

Pour mater une manifestation des commerçants, la Police a usé des violences ont été arrêtés :

OMAR DARAR AHMED

HADJI MOUSTAPHA

MOHAMED DOUBAD ROBLEH

TADJOURAH -3 Février 2021

Arrestations de 4 civils qui sont conduit vers une destination inconnue. Il s'agit de :

NOUHO ALI

HASSAN MOHAMED

ALI OSMAN ABDALLAH

KAMIL OMAR HASSAN

Leur tort consiste l'engagement de leurs fils dans le FRUD. ALI MOHAMED OTHMAN, jeune berger a été arrêté par les militaires de TADJOURAH, laissant son cheptels sans surveillance qui sera décimé les prédateurs.

Le 23 Février 2021

Destruction d'une boutique et arrestation de 4 personnes. Il s'agit de :

WALAO OUDA

IBRAHIM OUDOUM

AYFARAH SAMBIRU

A ALI SABIEH, les arrestations sont opérées au sein des commerçants qui sont convoyés à NAGAD.

Le 26 Février 2021

Sous-préfecture de YOBOKI, District de DIKHIL

19 civils sont arrêtés et 6 ont été identifiées

MOUSTAPHA ABDOU MOHAMED

MOUSSA HOLA MOUSSA

ALI ABDBARA HOLA

HOUSSEIN ALI

HAMADOU MOHAMED

ALI OTBAN

Le 11 Mars 2021

KASSIM ALI HASSAN a été arrêté par le SDS pour avoir son opposition au 5e Mandat Présidentiel.

15 Mars 2021

4 jeunes activistes des réseaux sociaux sont arrêtés et portés disparus. Il s'agit de :

AWALEH

CHARMARKEH

HAMZA

SAMOD

ISMAEL ABDI DAHER est incarcéré à NAGAD pour la même raison.

Le 30 Mars 2021

Un jeune vendeur de Kath est abbatu à Ali Sabieh par la Police.

Le 15 Avril 2021

Quatre (4) notables de la région de SIYAROU, district de TADJOURAH sont arrêtés. Il s'agit de :

GAMMA ALI OKAL DE GAMBAR

BADOUL GOHAR OKAL ABLISSA

HASSAN MOHAMED OKAL ARKALTO

MOHAMED HASSAN, et ils ont été incarcérés dans la Caserne Militaires de YOBOKI.

Le 6 Août 2021

Le correspondant de la BBC, MOHAMED BOULHAN a été arrêté après avoir couvert la manifestation qui a été sauvagement réprimée par la Police.

Le 23 Août 2021

Arrestation de ABDALLAH ABRO, cadre de l'ARD Parti d'opposition.

Le 26 Août 2021

Arrestations de 4 civils à LAC ASSAL, district de TADJOURAH. Il s'agit de :

HOUMED GOHAR

YOUSSOUF BADOUL

BADOUL MOHAMED AHMED

ALI AHMED KAMIL

Il leur est reproché de sympathie pour le FRUD.

Le 25 Septembre 2021

TADJOURAH

Arrestations arbitraires à LAC ASSAL et à Randa (ASMADERA), 5 personnes ont été arrêtées à LAC ASSAL. Il s'agit de :

MOHAMED CHEIKO GOHAR

YOUSSOUF CHEIKO GOHAR

HAMADOU WALLEH MOHAMED

YOUSSOUF MOHAMED HOUMED

HOUMED GOHAR ARBAYTOU

RANDA (ASMADERA) ont été arrêtées :

AMIN ALI MOHAMED

MOHAMED ALI MOHAMED

ADEN MOHAMED ALI

YOUSSOUF MOHAMED ALI

LOUBACK IBRAHIM LOUBACK

Le 6 Octobre 2021

Ont été arrêtés à TADJOURAH

ALI HAMADOU KAMIL

BIHSA KAMIL MOHAMED

KAMISI YOUSOUF MOHAMED

3-Exécutions extrajudiciaires

Juillet et Août 2021

Des extrémistes encadrés

Le Pouvoir en place a tenté de fomenter des troubles intercommunautaires (Afars/Issas) dans les quartiers pauvres de la CAPITALE (BALBALA). Des heurts ont eu lieu, des maisons ont été incendiées des blessés par balles.

Une manifestation de soutien aux blessés de Balbala à TADJOURAH et à RANDA, a été réprimée par la Police. Des blessés par balles réelles.

IBRAHIM SEHO

DAOUD ADEN

OUMMA DAOUD

ISSA HOUMADO ISSA

ALI SABIEH 28 AOÛT 2022

La Police a procédé à plusieurs arrestations parmi les commerçants.

Les employés de la Cimenterie d'Ali Sabieh ont été privés de leur salaire sans aucune raison valable.

Le 26 Mai 2022

Nouveaux heurts intercommunautaires toujours à BALBALA. Des blessés par balles réelles et des maisons incendiées.

Le 14 Octobre 2022

Internement de l'Okal général de MABLA à la Gendarmerie, il s'agit de :

SALEH MOHAMED DINI

En Janvier 2021, une douzaine de personnes ont été arrêtées et placées à GABODE uniquement parce qu'elles ont des liens de parenté avec les membres du FRUD.

La répression s'étend au delà des frontières puisque le Pouvoir Djiboutiens a demandé et obtenu l'extradition de ses opposants à l'Ethiopie. Le lieutenant Fouad Youssouf Ali et Barkat Abdoulwahab, un activiste blogueur ont été extradés ; Fouad a été condamné à 10 ans de prison et Barkat attend son jugement.

Les massacres des Afars du 1er et 2 Aout par la Police.

-Les Afars de Djibouti ont été victimes de ratonnade de la part de la Police le 1er et 2e Aout 2021.

-Contrairement aux affirmations des Autorités, relayés par quelques medias cet évènement n'était pas intercommunautaire car la Police omniprésente et se trouvait à la pointe de combat contre les paisibles citoyens Afars..

Depuis 3 mois, les quartiers du faubourg de la Capitale où sont concentrées les populations le plus déshéritées de Djibouti subissent une forte répression de la part de la Police.

Warabaleh et PK12 ont été aussi les théâtres d'échauffourées, provoquées par la Police.

Ainsi le 1er Juillet 2021, une centaine des Afars ont été arrêtés et enfermés à NAGAD dont une dizaine de femme.

Le 30 Juillet 2021, 80 autres personnes ont été arrêtées.

Le 29 Juillet 2021, des jeunes d'ARHIBA ont manifesté pour demander la libération de leur camarade ABDO HANIFA.

La Police a utilisé des balles réelles pour réprimer cette manifestation. Le bilan s'élève à une cinquantaine de blessés dont 10 dans un état grave.

29/07/21 à HAYABLEH

Un jeune homme appelé Assa Moussa vendeur de charbon a été agressé par des jeunes Issas qui ont des liens avec la Police. Son entrepreneur Issa a voulu protéger Assa Moussa a subi le même sort.

Le 1er Aout 2021 en relation avec le conflit Afar-Issa en Ethiopie, un groupe de policiers en civils, entraînant des jeunes Issas, encadrés par les policiers en uniformes ont mené des attaques coordonnées contre les civils Afars sans défense, ont fait beaucoup de blessés dans les quartiers Afars de Warabaleh et PK12.

Des habitations Afars ont été incendiées par les Policiers en civil. Les personnes qui ont voulu éteindre le feu et empêcher les émeutiers ont été prises a partie par les Policiers.

▪

2 / 2

Le bilan est lourd, un homme et sa femme sont morts, Ali Louback et Zahra Yayo, le frère du mari, Mohamed a été grièvement blessé, un homme est mort brûlé dans sa maison. A Arhiba, un jeune dénommé AHMED ALI a été heurté par un blindé de la Police.

Les manifestations de Solidarité avec les victimes sont violemment réprimées par la Police.

Les jeunes de la Cite d'ARHIBA ont manifesté, l'intervention de la Police a été immédiate et féroce.

Bilan :

-1 mort écrasé par un blindé de la police.

Il s'agit de HAMAD HOUSSEIN HASSAN.

Les blessés n'ont pas pu se rendre à l'hôpital de crainte d'être arrêtés par la Police.

Les manifestations de Solidarité sont organisées dans les régions Nord du pays OBOCK, TADJOURAH et RANDA.

Toutes ces manifestations sont violemment réprimées et l'on déplore plusieurs dizaines des blessés et plusieurs centaines d'arrestations privés d'eau et de nourriture.

La Police à commencer par son Chef le Colonel ABDILLAHI ABDI est directement au su et au vu de tout le monde est impliquée dans la ratonnade contre les Afars.

La liste des personnes tuées :

-le nombre des personnes tuées atteint 15 :

13 Afars, 1 Issa et une femme éthiopienne

-9 personnes tuées par balles, un homme brûlé à mort dans sa maison, un autre écrasé par un blindé de la Police.

-ZAHRA YAYO

-ALI LOUBACK

-HAMAD HOUSSEIN HASSAN

-MOHAMED HOUSSEIN DATO

-HOUSSEIN ABDOULKADER

-DOULLA

-ELMI YOUSOUF ISMAEL

Quatre (4) n'ont pu être identifiées.

-le nombre des blessés se chiffre par centaines.

Atteintes à l'intégrité physiques :

1-Executions extrajudiciaires

-GADICHE LADIEH OMAR, le 11 septembre 2019

-ADEN ADAWEH le 09 MAI 2021

-FARAH LOUBACK le 22 décembre 2021

-SAID ALI CHEIKO le 20 juin 2022
-OMAR DAOUD OMAR le 03 MAI 2022
-ABDOULAKDER OBAKAR le 30 janvier 2023
-FEROUZE MAHMOUD ABDILLAHI le 23 MARS 2022

Djibouti est partie à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Le Pouvoir de Djibouti pratique systématiquement la torture à l'encontre des personnes arrêtées (civils Afars, manifestants, militants politiques et syndicaux). Les forces de Sécurité et militaire s'adonnent régulièrement à des traitements cruels et inhumains à l'égard des civils dans des casernes militaires, dans les locaux de la Gendarmerie et de la Sécurité et cela en toute impunité.

La torture est pratiquée en toute impunité dans les casernes militaires des District de TADJOURAH et OBOCK contre les personnes arrêtées pour leurs liens de parenté avec les membres de la Résistances du FRUD.

Le 16 Octobre 2021, 8 notables de la Région de Siyarou ont été arrêtés et sont séquestrés depuis dans la Prison de GABODE. Ils sont accusés d'intelligence avec les éléments du FRUD. Avant leur transfert à GABODE toutes ces personnes ont été torturées. Rien de sérieux ne leur est reproché si ce n'est leur lien de parenté avec les éléments du FRUD.

Après l'attaque de la caserne militaire de Garabtisan près de Syarou par le FRUD, les militaires ont opéré des arrestations parmi la population nomade en représailles de cette attaque. 8 personnes ont été arrêtées. Il s'agit de :

BADOUL GOHAR Chef coutumier
MOHAMED ISSE HAMADOU
AHADO HAMADOU
CHEIKO BORITO ALI
BORITO YOUSOUF
BADOUL YOUSOUF

Torturés sauvagement pendant un mois tantôt par les militaires, tantôt par la Gendarmerie ces 6 civils croupissent à la prison de Gabode depuis 6 mois.

Les viols des femmes Afars dans les régions Nord et Sud-ouest sont régulièrement recensés et dénoncés par le COFEDVI Comite contre les viols.

Djibouti est partie des libertés civiles et politiques mais n'a jamais mis en pratique ces libertés.

Les Partis d'opposition sont soit clonés, soit empêchés d'exercer leur droit d'existence. Leurs militants sont interdits de toute embauche et les rares qui travaillent sont harcelés et parfois emprisonnés pour leurs opinions.

Les libertés d'association et de manifestation sont totalement inexistantes à Djibouti.

Plusieurs Partis d'opposition peinent à se faire enregistrer car toutes leurs tentatives sont rejetées par les Pouvoirs Publics. Il s'agit de RADDE, MODEL etc.

A Djibouti, les élections ne sont pas synonymes de démocratie. Djibouti est une démocratie de façade mais intérieurement une dictature.

Liberté Syndicale

Depuis 3 décennies, la liberté syndicale a subi un rétrécissement, puis a été étouffée et l'on peut dire que maintenant la liberté syndicale a totalement disparu du paysage social djiboutien.

Le gouvernement djiboutien refuse systématiquement d'appliquer les recommandations du Conseil des droits de l'homme portant sur la garantie de la liberté syndicale en réprimant toute mouvement de protestation sociale.

Dans le cadre de la répression antisociale de ces dernières années les responsables du Syndicat du Personnel DLS du Port ont été les cibles du Pouvoir

Ont été licenciés et emprisonnés les responsables dont les noms suivants.

-YABEH MOUSTAPHA DJAMA Président du Syndicat DLS

-HASSAN ABOUBAKER HASSAN

-ABOUBAKER AHMED ALI

-YOUSSEUF MOHAMED GUELLEH

-MOHAMED FAKIR CHEIK

-IDLEH ALI IDLEH

-HASSAN AHMED HASSAN

-ABDOURAZAK AWALEH BOUHOUL

Après leurs licenciements, le Syndicat du Personnel DLS a été décapité.

Tous les syndicats de base ont été clonés et le Comité de la liberté syndicale de l'O.I.T. a exprimé depuis longtemps sa profonde préoccupation devant l'absence manifeste de progrès et insiste auprès des Pouvoirs Publics Djiboutiens de la nécessité de garantir le droit à des élections libres et transparentes à l'ensemble des Travailleurs djiboutiens. Ce que le Pouvoir Djiboutien refuse systématiquement depuis 3 décennies.

Le Président

OMAR ALI EWADO

